

ÉGAUX DEVANT L'IMPÔT ?

Le budget 2014 taxe les ménages et assiste les riches

Alors que le pouvoir d'achat stagne, les familles vont subir cette année encore un véritable matraquage fiscal. Le gouvernement maintient le gel fiscal décidé sous Sarkozy contre lequel toute la gauche s'était mobilisée. Résultat, en 2 ans, l'ensemble des salariés voient leurs impôts augmenter et ce sont deux millions de contribuables nouveaux qui vont payer l'impôt sur le revenu.

Prendre dans la poche du peuple...

Les familles vont perdre toute une série d'aides qui contribuaient à les maintenir la tête hors de l'eau. À cela s'ajoutent la suppression d'une demi-part d'impôt pour deux millions de personnes seules ayant élevé un enfant, un nouveau rabotage du quotient familial, la suppression de la réduction d'impôt pour enfants scolarisés dans le secondaire et dans le supérieur, l'augmentation des cotisations sociales et l'alourdissement du poids de la fiscalité locale. Et le 1^{er} janvier, la TVA, cet impôt particulièrement injuste, passera de 19,6 à 20 % et sur le taux intermédiaire de 7 à 10 %.



... pour donner aux riches...

Les entreprises auront reçu cette année 55 milliards d'aides publiques sans efficacité pour l'emploi. Soit 20 milliards au titre du Crédit Impôt Compétitivité Emploi, 5 milliards au titre du Crédit Impôt Recherche et 30 milliards au titre des exonérations de cotisations sociales, que l'État compense dans les comptes de la sécurité sociale en puisant dans ses recettes propres. Et au budget 2014, aucun impôt supplémentaire n'est prévu pour les entreprises.

Si on y ajoute les 50 milliards versés par l'État aux banques au titre du remboursement des intérêts de la dette, soit l'équivalent du budget de l'Éducation nationale, on atteint un montant de plus de 100 milliards, soit 1/3 des recettes fiscales directement versées dans la poche des actionnaires et autres prédateurs financiers.

... c'est Robin des Bois à l'envers !

La droite et le patronat, le Medef et les plus fortunés hurlent « *trop d'impôts !* » mais c'est de l'intox. Ce qu'il faut baisser d'urgence, c'est le coût du capital, c'est à dire ce que pompent les profits et la finance sur les salaires et sur le budget de l'État.



Dans la logique de Bruxelles les recettes nouvelles des impôts sont dirigées vers la finance mais ruinent la consommation des ménages qui sont ponctionnés. Moins de pouvoir d'achat ralentit la croissance.

Une réforme fiscale, pour mieux répartir la richesse et orienter sa production

Une réforme fiscale qui veut combattre les inégalités doit pénaliser la croissance financière des capitaux et les délocalisations.

Un impôt intelligent encouragera les comportements favorables à la croissance de l'emploi et des richesses réelles. Il s'appuierait sur les mesures suivantes :

- un impôt sur le revenu de type universel à taux et au nombre de tranches relevés : pour mieux tenir compte des revenus et faire payer les très riches ;
- un impôt sur les sociétés progressif et modulé selon l'affectation des bénéfices : moins élevé pour ce qui va à l'emploi, plus lourd pour la spéculation financière ;
- un nouvel impôt territorial (Taxe professionnelle) assis sur le capital des entreprises, taxant leurs placements financiers et non plus la masse salariale ;
- un Impôt Sur la Fortune au barème progressif rehaussé, intégrant les biens professionnels modulés en fonction des efforts consentis en matière d'emplois et de formation ;
- une baisse des impôts sur la consommation : TVA, TICPE qui rapportent actuellement 60 % des recettes fiscales ;
- une réforme des impôts locaux passant par une véritable révision des bases d'imposition et le plafonnement de la taxe d'habitation.

Alors non, il n'y a pas trop d'impôts ! Ils sont répartis injustement. Pour plaire au Medef et à Bruxelles, le gouvernement épargne les puissants, taxe les salariés et les familles, taille dans les services et les dépenses publics utiles aux pays et aux habitant-es. Bien loin d'ouvrir une issue à la crise, il enfonce le peuple dans les difficultés.

On attendait autre chose d'un gouvernement de gauche ! Les députés et sénateurs communistes et du Front de Gauche vont défendre des propositions pour une réforme juste de l'impôt.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :